

L'économiste étudie l'économie comme le poirier donne des poires

Jean-Marie Harribey

14 juillet 2017

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2017/07/14/l-economiste-etudie-l-economie-comme-le-poirier-donne-des-poires>

L'été sera chaud. Il commence bien. Plusieurs documents sont publiés ces jours derniers qui font transpirer le lecteur pourtant désireux de passer du bon temps mais si possible instructif. Une note du Conseil d'analyse économique propose aux économistes de se plonger dans la cité. Le journal *Le Monde* délivre, durant toute une semaine, une synthèse sur la crise dix ans après son déclenchement. Et notre magazine préféré *Alternatives économiques* publie un dossier sur le revenu universel pour « comprendre le débat ». De quoi se poser des questions en se prélassant...

Le degré zéro de l'épistémologie

Agnès Bénassy-Quéré, Olivier J. Blanchard et Jean Tirole nous livrent une note du Conseil d'analyse économique (CAE) intitulée « Les économistes dans la cité »¹. Le but des auteurs est d'« améliorer les interactions entre les économistes universitaires français et leurs différents publics ». Sans doute y a-t-il péril en la demeure puisque « les enseignants-chercheurs de la discipline pourraient renforcer leur crédibilité en améliorant leurs pratiques ».

Il faut commencer, disent nos trois savants du CAE, par « définir un(e) économiste ». Ici, faisons comme Macron et Philippe pour la photo officielle, accrochons-nous à la table, car voici leur définition : « Nous le (la) définirons comme une personne utilisant quotidiennement ses compétences et ses connaissances pour comprendre (et faire comprendre) les phénomènes économiques. » C'est trop fort : un économiste étudie l'économie ! Monsieur de La Palice va-t-il être nommé au Conseil d'analyse économique ou bien un séminaire de cette instance lui sera-t-il consacré ? Gageons que, si ce séminaire était organisé, le mot introductif reviendrait à Marx qui avait ironisé sur le caractère naturel, et si simple à comprendre, de l'intérêt : « L'argent acquiert ainsi la propriété d'engendrer de la valeur, de rapporter de l'intérêt, de la même manière qu'il est dans la nature du poirier de donner des poires. »²

Voilà, le poirier est un arbre qui donne des poires et l'économiste est un professionnel « diplômé » qui étudie l'économie. On attend fébrilement que les « trois » définissent alors l'économie pour y voir plus clair. On attend pour rien car la définition de celle-ci ne viendra pas. Pourquoi ? Parce que l'économie est, pour nos « trois », bouclée sur elle-même. L'économie, c'est l'économie. Elle n'est pas insérée dans des structures sociales, elle est LA structure. Cela signifie que le paradigme non dit auquel se réfèrent les « trois », c'est le paradigme néoclassique, seul au monde. Toute la profession des économistes est enrôlée derrière cette bannière qui fait du mécanisme du marché l'arbitre ultime de la société.

Cet *a priori* se décline en méthodologie : « Le raisonnement d'un économiste s'articule en général autour de deux caractéristiques clés qui le distinguent des autres spécialistes des sciences sociales : la mise en évidence de relations causales, par exemple, entre le coût du travail et l'emploi ou entre le déficit public et la croissance, et la fourniture de raisonnements

¹ Note 42, <http://www.cae-eco.fr/IMG/pdf/cae-note042.pdf>, juillet 2017.

² K. Marx, *Le Capital*, Livre III, La Pléiade, tome II, p. 1152.

"bouclés" qui intègrent la réaction des différents prix et revenus sur les marchés jugés pertinents. »

Que dire, une fois surmonté le découragement, face à cette déclaration des « trois » ?

- N'importe quel lycéen a pris conscience que corrélation ne devait pas être confondue avec causalité. Or, les « trois » ignorent que la meilleure équation économétrique ne mesurera jamais qu'une corrélation.
- Pour que l'on puisse esquisser un lien de causalité, il faudrait interroger les hypothèses posées au départ. Or, les deux exemples fournis par les « trois » révèlent que la conclusion suggérée est acquise dès l'hypothèse : le coût du travail pénalise l'emploi, et la dépense publique excessive pénalise la croissance. Pourquoi ne recherchent-ils pas un lien entre l'ampleur des dividendes et l'emploi, ou bien un lien entre la dépense publique de santé et l'accès aux soins ?
- Le « bouclage » des raisonnements est assuré par des « marchés pertinents », « sous réserve d'un bon fonctionnement » de leur part, par exemple, « l'ouverture commerciale » extérieure dont « l'impact est positif à long terme ». Or, les « trois » font silence sur la condition *sine qua non* du modèle ricardien des avantages comparatifs, implicitement invoqué : l'immobilité des facteurs de production, qui est démentie aujourd'hui par la circulation totale des capitaux.

Les « trois » sont cependant prudents. Ils jurent que « les économistes apportent un grand soin » à leurs méthodes, d'autant qu'existe « l'incertitude des résultats ». Ainsi, le multiplicateur budgétaire est-il estimé dans une fourchette de 0,5 à 1,5. Cette fourchette est devenue la nouvelle doxa une fois que le Fonds monétaire international se fut magistralement trompé en niant qu'il dépassait 1. Comme c'est commode un multiplicateur de 0,5 ou inférieur à 1 ! C'est un multiplicateur qui ne multiplie pas grand-chose, à cause de la liberté des capitaux de circuler, ou des changes flottants quand il y a une hausse des taux d'intérêt, toutes circonstances qui affaiblissent le pouvoir de relance de l'activité. Et puis, il a fallu en haut lieu tempérer la mise au ban de la relance budgétaire dans la période récente de récession : en affirmant qu'une diminution des dépenses publiques de 1 euro ne faisait diminuer le PIB que de 0,5 euro, on faisait passer dans l'opinion le message que l'austérité n'était pas si dangereuse que ça.

Pour que l'objectif louable de l'immersion des économistes dans la cité devienne réalité, il serait au moins nécessaire qu'ils abandonnent cette arrogance qui fait croire aux « trois » que leur raisonnement « les distingue des autres spécialistes des sciences sociales ». Arrogance doublée d'une illusion sur la recherche d'un consensus en économie. Or, l'histoire de la pensée économique montre l'existence de paradigmes antagoniques. L'un affirme l'« efficacité des marchés » et l'impossibilité des crises, tous les autres, sans exception, contestent le mythe du marché auto-régulateur et affirment la persistance des crises.

La crise ne devait pas arriver mais elle est toujours là

Nos « trois » précédents sont suivis des « dix ans après » du *Monde* qui revient sur la crise de 2007. On se régale à l'avance des « Vingt après »... Les titres quotidiens sont prometteurs³ : « Il y a dix ans, le capitalisme perdait pied... » ; « La finance a-t-elle vraiment appris du choc Lehman ? » ; « Des subprimes à la crise européenne... L'effet domino » ; « Quand la crise ébranle les certitudes économiques » ; « La finance mondiale renoue avec les excès ; Dettes, excès de la finance... À quand la prochaine crise ? ». Mais, le deuxième jour de cette rétrospective, *Le Monde* titre sur l'interview de Sarkozy, qui se targue d'avoir prévu la crise en août 2017, alors qu'elle avait déjà démarré depuis plusieurs semaines, sinon

³ *Le Monde*, du 4 juillet au 9-10 juillet 2017.

plusieurs mois, l'immobilier et les subprimes états-uniens ayant explosé depuis le printemps précédent.

Soyons indulgents : *Le Monde* indique bien que la panique déclenchée par la mise en faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 avait été précédée de « signes avant-coureurs » depuis plus d'un an, même avant le 9 août 2007, le jour où BNP Paribas avait gelé trois de ses fonds de placement adossés à des titres subprimes. Mais de quels signes avant-coureurs s'agissait-il ? On ne le saura pas vraiment parce que *Le Monde* se contente de faire l'inventaire des pratiques bancaires. Certes, celles-ci sont très fautives, et la brochette des grands banquiers dénoncés comme coupables de ces pratiques est éloquente. Mais, en dépit du premier titre accrocheur « Il y a dix ans, le capitalisme perdait pied... », rien n'est dit des transformations du capitalisme depuis quatre décennies ayant abouti à la grave crise en question.

Quatre décennies de libéralisation du mouvement des capitaux, de priorité à la valeur pour les actionnaires et donc aux dépens des travailleurs, de fuite en avant financière pour tenter de pallier l'insuffisance de la demande globale (consommation et investissement). Avec au bout du compte, la surproduction et la suraccumulation de capital, et un rétablissement des taux de profit suspendus à la pression exercée sur les salariés par le chômage et l'austérité. Le tout dans un contexte où l'exploitation de l'environnement naturel atteint un point critique. Là est l'origine de la crise structurelle du capitalisme : dans la simultanéité des contradictions sociales et écologiques et leur renforcement mutuel⁴.

Aussi, il est clair que « la finance ne peut avoir rien appris » puisque le silence est fait sur la liaison existant entre le système productif capitaliste et la finance éponyme. Silence tant au sein de « la » profession des économistes à la mode de nos « trois » plus haut, qu'au sein des médias qui ont, pendant quarante ans, apporté leur soutien aux politiques néolibérales, tel *Le Monde*, qui, aujourd'hui, se pâme pour la macron-économie, après avoir approuvé toutes les réformes social-libérales au détriment du travail, des retraites et des services publics. Et il est un peu tard pour s'émouvoir que « Muriel Pénicaud planche sur la négociation d'entreprise sans syndicats »⁵.

Économistes de « la » profession comme éditorialistes n'ont cessé de répéter que la crise de la dette publique en Europe qui s'en est suivie était due aux dépenses publiques trop généreuses et que la crise grecque était de la faute des Grecs, qu'il fallait punir. Peut-être, dans « Vingt ans après », le temps sera venu pour que les historiens décrivent par le menu le gigantesque mensonge du « sauvetage de la Grèce » : à ce jour encore, les milliards concédés à la Grèce repartent immédiatement en remboursement des créanciers, pendant que salaires, retraites, et le peu de services publics qui restent partent en lambeaux.

Le Fonds monétaire international a-t-il « remis en question ses dogmes », comme le proclame *Le Monde* ? Les banques centrales ont-elles changé de politique ? Oui, si l'on regarde les politiques dites non conventionnelles, consistant à inonder de liquidités les banques en difficulté. Non, si l'on constate que celles-ci ont maintenu, voire aggravé, leurs pratiques à travers la « banque de l'ombre », la titrisation et le crédit pour la spéculation. Pire, la pression en faveur des « réformes structurelles » s'est encore accrue.⁶

⁴ Voir le dernier livre d'Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2017 ; et un essai de synthèse dans J.-M. Harribey, « La crise est bien celle du capitalisme », *Les Possibles*, n° 9, printemps 2016, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-9-printemps-2016/debats/article/la-crise-est-bien-celle-du-capitalisme>.

⁵ *Le Monde*, 13 juillet 2017.

⁶ Le pamphlet insultant de Pierre Cahuc et André Zylberberg, *Le négationnisme économique et comment s'en débarrasser*, Flammarion, 2016, a reçu la leçon d'épistémologie qu'il méritait par Les Économistes atterrés et l'Association d'économie politique, *Misère du scientisme en économie, Retour sur l'affaire Cahuc-Zylberberg*, Éditions du Croquant, 2017. La Note du CAE est, elle, fort respectueuse, mais elle relève sur le fond de la même épistémologie que celle délivrée par Cahuc et Zylberberg.

Des impasses néolibérales aux fausses pistes (social-)libérales

À quel objectif répond le dossier « Revenu universel, Comprendre le débat » publié par *Alternatives économiques* ?⁷ Sur l'ensemble des 80 pages que comporte ce dossier, la tonalité d'ensemble est très favorable au revenu d'existence. On y retrouve tous les présupposés développés tant à droite qu'à gauche en sa faveur et qui relèvent plus de la croyance que de la démonstration.

Le ton est donné dès l'introduction « Alternatif ? » de Céline Mozon et le premier article « Le revenu de base, une idée qui fait son chemin » de Philippe Frémeaux. On y trouve « l'aspiration individuelle à construire des alternatives à l'échelle locale, à se débrouiller soi-même », « le retrait du monde productif », « la disparition du travail », « la dissociation de l'accès au revenu de l'occupation d'un emploi » en réponse au chômage de masse, « le choix d'entrer sur le marché du travail ou de vivre chichement de son revenu de base », etc.

Peut-on sérieusement voir une différence entre ledit « choix » précédent et l'explication libérale du chômage selon laquelle le travailleur « arbitre » entre travailler et chômer, le chômage étant donc largement volontaire ? Il n'y en a pas et cela confine à la mystification.

Peut-on admettre que la protection sociale est un système dépassé parce que, assène Julien Dourgnon, « la protection sociale actuelle a été imaginée pour une société de plein-emploi » ? C'est historiquement faux, elle a été imaginée au sortir de la Seconde Guerre mondiale où l'économie était par terre.

Venons-en à l'un des cœurs du problème. Qu'est-ce qu'un « revenu primaire » qui a besoin d'un impôt pour le « financer » ? C'est un contresens. C'est obligatoirement un revenu de redistribution. Jean-Marc Ferry définit ce revenu primaire avant tout acte productif, comme un préalable à celui-ci, en tant que « droit civique » et non pas « droit social ». Comment cet auteur peut-il soutenir qu'on manquera d'argent pour distribuer des salaires suffisants mais qu'il y en aura pour le revenu universel ? Dieu existe, les penseurs du revenu d'existence l'ont rencontré. Le revenu d'existence en tant que revenu primaire est à l'économie ce que le créationnisme est à la théorie de l'évolution⁸.

Pourquoi la thèse de la fin du travail revient-elle comme un leitmotiv alors que jamais les gains de productivité n'ont été aussi faibles depuis un demi-siècle malgré l'informatique, le numérique et les robots ? Hélas, tous les théoriciens du revenu d'existence se heurtent à l'impensé du travail productif de valeur économique, qui ne peut être défini que comme résultant soit d'une validation par le marché du fait de la vente des marchandises produites par le travail, soit d'une validation politique des activités répondant à des besoins collectifs⁹, et non pas des activités de loisir laissées au libre-arbitre de chacun¹⁰. Tous ces théoriciens en restent à un stade pré-aristotélicien et pré-économie politique en confondant valeur d'usage et valeur, ce qui ne les distingue pas des théoriciens néoclassiques, qui n'ont jamais pu penser la valeur comme un rapport social.

Dès lors, on peut imaginer de créer des nouveaux droits, mais un droit ne crée pas de valeur économique distribuable en monnaie. Dans « L'inconditionnalité conditionnelle », Alain Caillé définit celle-ci « d'un point de vue convivialiste » par le fait que le revenu universel « s'organise autour de quatre principes : un principe de commune humanité, un

⁷ *Alternatives économiques*, « Les dossiers : Revenu universel, Comprendre le débat », n° 10, juin 2017.

⁸ J.-M. Harribey, « Alerte ! Le créationnisme monte en économie », <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/creationnisme.pdf>, *L'Âge de faire*, n° 104, janvier 2016 et *Le Progrès social*, n° 44, 14 mai 2016.

⁹ J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, LLL, 2013.

¹⁰ Sur le plan de la validation, la théorie du salaire à vie de Bernard Friot est très proche de celle du revenu universel. Voir J.-M. Harribey, « Que dit le Réseau salariat ? », 21 février 2017, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/que-dit-le-reseau-salariat.pdf>.

principe de commune socialité, un principe de légitime individuation et un principe d'opposition constructive ("s'opposer sans se massacrer") ». Il a certes raison de dire que « les droits ne peuvent devenir effectifs que dans le cadre d'un appareil juridico-légal déterminé ». Mais il se garde bien d'ajouter « et dans le cadre d'un appareil productif capable d'engendrer les revenus *ensuite* distribués ». Et, diable, s'il est vrai que « nous allons assister dans les dix ou vingt ans qui viennent à la destruction sans compensation de nombre d'emplois actuels », d'où viendra la valeur ajoutée nette distribuée en revenus monétaires, dont ce fameux revenu d'existence inconditionnel-conditionnel ? N'est pas Victor Hugo qui veut, pour manier l'oxymore.

« Proposer de nouveaux mécanismes de création monétaire » comme le dit Christian Arnsperger, serait-il une solution ? Certes, il faut repenser la possibilité et l'utilisation de la création de monnaie, mais à condition de la remettre sur ses pieds. Or, cet auteur ressasse une idée reçue qui tourne en boucle sur Internet : dans notre économie « règne l'obligation de croissance engendrée par le mode de création monétaire ». C'est une inversion de sens qui rend incompréhensible le capitalisme : en réalité, c'est l'exigence de croissance économique pour nourrir l'accumulation du capital qui rend indispensable l'injection continue de nouvelle monnaie.

Tous les partisans « de gauche » du revenu universel plaident en faveur d'une société sortie du productivisme. Très bien. Mais en quoi le revenu universel modifie-t-il les trajectoires d'investissement qui commandent l'avenir, dès lors qu'on conçoit cette manne généreuse comme donnant la possibilité d'un retrait *individuel* de la sphère productive ? En quoi ce retrait individuel est-il compatible avec l'affectation des gains de productivité sous forme de réduction collective du temps de travail ? On retombe dans le galimatias économique libéral faisant de la société une somme d'individus isolés. Et on rejoint le degré zéro de l'épistémologie des « trois » ci-dessus.

On s'étonnera sans doute que j'effectue un certain rapprochement entre l'idéologie véhiculée par les économistes néoclassiques bien-pensants, représentée par les « trois » ci-dessus, et les gentils généreux qui veulent créer le droit à un revenu universel tombant du ciel. Mais le dossier d'*Alternatives économiques* ne respecte pas les règles déontologiques minimales d'un débat qu'il s'agit de « comprendre ». Certes, Bernard Gazier, Benjamin Dessus, Pierre Concialdi, Igor Martinache, Jean Gadrey et Denis Clerc notamment apportent dans ce dossier certains contrepoints bienvenus. Mais pourquoi les principaux travaux critiques du revenu d'existence ne sont-ils pas cités ou référencés ?¹¹ Par exemple, Benjamin

¹¹ Que penser d'un dossier « pour comprendre » qui ne comporte aucune bibliographie, surtout critique de la tonalité d'ensemble ? Je rappelle quelques titres de la période récente traitant du revenu universel :

- Robert Castel, « Salariat ou revenu d'existence ? Lecture critique d'André Gorz », octobre 2012, <http://www.laviedesidees.fr/Salariat-ou-revenu-d-existence.html>, 6 décembre 2013.
- Mateo Alaluf, *L'allocation universelle, nouveau label de précarité*, Couleur livres, 2014.
- Mateo Alaluf et Daniel Zamora (dir.), Seth Ackerman et Jean-Marie Harribey, *Contre l'allocation universelle*, Éd. Lux, 2016.
- OFCE, Séminaire « Journée d'étude sur le revenu d'existence », 13 octobre 2016, <http://www.ofce.sciences-po.fr/seminaires/event.php>.
- OFCE, *Revenu universel, l'état du débat*, 2017, http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/ebook/ebook_10-03-2017.pdf.
- Guillaume Allègre, Henri Sterdyniak, « Le revenu universel : une utopie utile ? », OFCE, *Policy Brief*, 10, 15 décembre 2016, <http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/5ec65t93pa905b3n89t6hurc8i/resources/2016-allegre-sterdyniak-le-revenu-universel.pdf>.
- Michel Husson, « Le droit à l'emploi et le monde merveilleux du revenu universel », décembre 2016, *À l'Encontre*, <http://alencontre.org/societe/le-monde-merveilleux-du-revenu-universel.html>.
- Les Économistes atterrés et La Fondation Copernic, *Faut-il un revenu universel ?*, Les Éd. de l'Atelier, 2017.

Dessus resitue la discussion sur la place du travail dans la société, à rebours de toutes les affirmations des partisans du revenu universel affirmant la disparition de la « valeur travail », mais pourquoi le nom de Robert Castel n'est-il pas prononcé ?

Pourquoi la totalité des intervenants en faveur du revenu d'existence ne distinguent-ils jamais la « valeur-travail » au sens économique, qui situe dans le travail l'origine de ladite « valeur ajoutée » en économie, et la « valeur travail » au sens philosophique, sans qu'aucun de ceux qui sont invités à apporter un contrepoint ne relève cette confusion ? On reste médusé de lire sous la plume de Philippe Frémeaux une diatribe anti-marxiste aussi vulgaire sur la soi-disant « glorification du travail » : « Que le rôle historique de la classe ouvrière, dans l'imaginaire marxiste, vienne de sa place dans le processus de production est une chose, que son devenir dans la société à construire soit de rester rivée à sa machine – ou à son poste de travail désormais – en est une autre. » À qui doit-on la première forte critique de l'aliénation du travail ? À qui doit-on l'idée que l'homme, par son travail, produit ses moyens d'existence et, en même temps (rien à voir avec Macron) se produit lui-même ? À ce galeux de Marx. *Alter éco* peut lui dire merci.

Il faut souligner que Jean Gadrey et Denis Clerc opposent au revenu d'existence un revenu garanti sous conditions, proche du troisième scénario du rapport Sirugue, ou proche de ce que les Économistes atterrés, la Fondation Copernic ou Attac ont suggéré, mais qui ne sont pas rappelés. De la même manière, les travaux au sein de l'OFCE sont ignorés, tout comme ceux dirigés par Mateo Alaluf en Belgique. S'agit-il d'une réticence à construire des convergences, voire de plagiat ? On n'ose l'imaginer. J'esquisse plutôt l'hypothèse que cette démarche relève, après quarante ans de néolibéralisme, d'une fascination pour les solutions social-libérales dont l'envers est la répulsion pour les thèses critiques. On n'ose plus penser l'*alternative économique et sociale* en termes de rupture avec la logique du système capitaliste, non pas comme un grand soir mais comme un projet d'avenir servant de boussole, aussi on lui substitue un palliatif, une fois entérinée le passage à une société individualisée au maximum, pendant que les maîtres du monde se félicitent que soit née l'idée de racheter à peu de frais une nouvelle paix sociale.

Que peut-on dire et faire pour ne pas sombrer devant la désolation du champ économique ? Souhaiter que les poiriers continuent de donner des poires. Ce sera déjà ça pour étancher notre soif de connaissances non biaisées...

-
- Les Économistes atterrés, *Changer d'avenir, Réinventer le travail et le modèle économique*, LLL, 2017.
 - Attac, *Par ici la sortie, Cette crise qui n'en finit pas*, LLL, 2017.
 - Attac, « Note sur le revenu universel », février 2017, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/note-revenu-dexistence.pdf>.

J'ajoute qu'il y a près de vingt-cinq ans j'avais décortiqué la proposition de Yoland Bresson (fondateur de l'AIRE et co-fondateur du BIEN), qui prétendait fonder une nouvelle théorie de la valeur en scindant le revenu en deux parties, l'une comme contrepartie du travail productif, l'autre comme contrepartie du temps de vie. Autrement dit, le temps aurait une valeur économique en soi, hors de toute référence au travail productif. Malheureusement, cette thèse est encore sous-jacente aux affirmations de certains comme Raphaël Liogier (<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/sans-emploi.pdf>) ou Baptiste Mylondo (<http://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2015/11/12/revenu-inconditionnel-quand-je-joue-a-la-belote-avec-mes-voisins-est-ce-que-je>). L'absurdité de cette thèse était telle que la conclusion de Bresson était que le temps de vie d'un Africain valait moins que celui d'un Européen. Voir J.-M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997. La démonstration figure aussi ici <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/these-chapitre8.pdf>.